

Joséphine OKRY-LAWIN }
 et }
 Victor ADOSSOU }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux août deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Françoise TCHIBOZO-QUENUM,
GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Greffier,



[Signature]

[Signature]

DE = 2000 / 4000 F
 P = 2000

Enregistré à Cotonou le 27/06/05

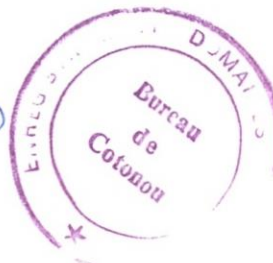
Fo 53 Cas 2891-2

Reçu Quatre mille francs

L'inspecteur de l'Enregistrement

[Signature]

Antoinette L. AGO



Ouï l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré, conformément à la loi ;

Considérant qu'à la suite de sa requête introductive d'instance, le sieur SOGBA Bessan Albert a saisi la Cour Suprême d'une lettre de désistement, en date du 09 juin 1997, enregistrée au Greffe de la Cour le 11 juin 1997 sous n° 414/GCS ;

Considérant que dans ladite lettre, le requérant écrit ceci :
« J'ai l'honneur de venir très respectueusement vous demander de faire surseoir à l'étude de dossier n° 95-31/CA-CS/C/MDR relatif à ma situation administrative. (sic)

En effet, par lettre citée en dernière référence, le Ministre chargé de la Fonction Publique a autorisé ma reprise de service au MDR conformément aux instructions du Conseil des Ministres contenues dans sa décision en date du 21 août 1996, également citée, en deuxième référence.

..... ».

Considérant qu'il y a lieu en conséquence de ce qui précède, de lui donner acte de son désistement ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte au sieur SOGBA Bessan Albert de son désistement d'instance.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite au requérant, au Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 3 : Les dépens sont à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;




N° 47/CA du Répertoire

N° 95-31/CA du Greffe

Arrêt du 22 août 2002

AFFAIRE : SOGBA Bessan Albert
C/
Ministre du Développement Rural

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 21 juillet 1995, enregistrée au Greffe de la Cour le 26 juillet 1995 sous n° 207/GCS, par laquelle SOGBA Bessan Albert, Agent Technique du Développement Rural, n° matricule : 64944, Ex-CARDER-MONO, a saisi la Cour Suprême d'un recours de plein contentieux contre le Ministre du Développement Rural ;

Vu le mémoire ampliatif du 25 septembre 1995, enregistré au Greffe de la Cour le 03 octobre 1995 sous n° 298/GCS ;

Vu la communication n° 768/GCS du 15 décembre 1995, faite au Ministre du Développement Rural, pour ses observations, de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif ainsi que des pièces y annexées du requérant ;

Vu les observations objet de la correspondance n° 071/MDR/DC/CC/CP du 26 janvier 1996 du Ministre du Développement Rural ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 646 du 20 septembre 1995 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

